



24.443

Parlamentarische Initiative

WBK-N.

Verlängerung des bestehenden Gentechnik-Moratoriums

Initiative parlementaire

CSEC-N.

Prolongation du moratoire actuel sur le génie génétique

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.03.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.06.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Crevoisier Crelrier Mathilde (S, JU), pour la commission: Nous traitons aujourd'hui l'initiative parlementaire de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) qui a pour objectif une modification de la loi sur le génie génétique (LGG), visant la prolongation jusqu'au 31 décembre 2030 du moratoire sur la mise en circulation à des fins agricoles, horticoles ou forestières d'organismes génétiquement modifiés.

La CSEC-N a déposé cette initiative le 5 septembre 2024 et a adopté le présent projet le 14 novembre, après que votre Commission de la science, de l'éducation et de la culture y a donné suite, en octobre dernier. Le délai de prolongation prévu initialement était de deux ans, jusqu'à fin 2027 ; dans son avis du 29 janvier 2025, le Conseil fédéral a proposé d'entrer en matière sur l'initiative, mais avec une prolongation de cinq ans au lieu de deux, soit jusqu'au 31 décembre 2030. Le Conseil national s'est prononcé le 6 mars dernier. Il s'est rallié aux arguments du Conseil fédéral et a adopté l'initiative parlementaire avec un délai de cinq ans, par 153 voix contre 42 et 1 abstention.

Avant d'en venir aux arguments développés, permettez-moi de retracer un bref historique. Le moratoire sur le génie génétique remonte à 2005. Il a été prolongé à quatre reprises, la dernière fois en septembre 2021. Le Parlement avait alors accordé un délai jusqu'à fin 2025 et simultanément chargé le Conseil fédéral de présenter un projet d'acte prévoyant un régime d'homologation fondé sur les risques pour les plantes issues des nouvelles techniques de sélection génomique. C'est l'objet de l'article 37a alinéa 2 de la loi sur le génie génétique, que vous pouvez voir dans le dépliant. Le Parlement a ainsi, déjà en 2021, manifesté clairement sa volonté de différencier les plantes issues des nouvelles techniques génétiques des OGM classiques issus des techniques conventionnelles, et de les évaluer en tenant compte des nouveaux risques et des évolutions de la science.

Milieu 2023, le Conseil fédéral avait informé les commissions de retard dans les travaux, invoquant la nécessité de prendre en compte les évolutions du droit européen. Puis, en septembre 2024, il a annoncé que le projet d'acte revêtirait la forme d'une loi spéciale et non plus d'une révision de la loi sur le génie génétique, et que le message était désormais prévu pour le premier trimestre 2026, à savoir l'année prochaine. Le moratoire sur le génie génétique sera échu à la fin de cette année, il en découle donc un vide juridique qu'il s'agit de combler. C'est la raison d'être de la présente initiative.

Le Conseil fédéral a ouvert la consultation sur le projet de loi spéciale sur les végétaux issus des nouvelles technologies de sélection le 2 avril dernier, avec un délai de consultation au 9 juillet. Ce projet introduit une procédure d'homologation fondée sur les risques, en réalisation du mandat de l'article 37a alinéa 2. Au nombre des nouvelles technologies de sélection, on compte notamment la mutagénèse et la cisgénèse dirigées, qui permettent respectivement de modifier le matériel génétique des végétaux à des endroits précis sans apport





de matériel génétique extérieur et d'insérer dans une plante du matériel génétique issu de la même espèce ou d'une espèce proche. Le projet vise aussi à tenir compte des inquiétudes de la population à l'égard du génie génétique, et met l'accent sur le principe de précaution. Enfin, le projet de régime d'homologation s'appuie sur les développements de la législation européenne.

En proposant une loi spéciale, le Conseil fédéral extrait les nouvelles techniques génomiques de la loi sur le génie génétique, ce qui implique que celles-ci ne seront plus soumises au moratoire. Ainsi, cette loi pourra entrer en vigueur dès la fin du processus législatif, indépendamment des délais fixés dans le moratoire. C'est pourquoi la différenciation des délais de prolongation entre les techniques conventionnelles et les nouvelles techniques s'avère superflue.

Les discussions et questions de la commission ont porté, d'une part, sur les motifs des retards pris dans l'élaboration du projet d'homologation, qui sont dus notamment aux nombreux points centraux du dossier qui doivent encore être clarifiés ; la question des brevets, la question de la transparence des produits ainsi fabriqués et des conditions d'homologation.

La commission s'est aussi intéressée de près à l'avancement du dossier sur le plan européen et a salué le principe de précaution que le Conseil fédéral souhaite appliquer à la nouvelle loi, avec une évaluation des risques plus stricte que celle envisagée dans l'Union européenne pour les procédures d'autorisation, une surveillance renforcée des flux de marchandises et une transparence sur la façon dont ont été cultivés les produits en question, de manière à assurer la liberté de choix aux consommateurs et consommatrices.

Depuis 2023, la commission s'est enquis et a fait informer régulièrement de la progression des travaux. A cet égard, le Conseil fédéral a fourni des explications convaincantes sur la nécessité de tenir compte des travaux de la Commission européenne dans ce domaine. Une telle harmonisation en amont permet d'éviter des difficultés dans la mise en oeuvre, et en particulier des obstacles commerciaux.

Votre commission s'est également interrogée sur l'évolution des risques et sur les perspectives offertes pour et par les nouvelles techniques génétiques en termes de prévention des maladies et de sécurisation de l'approvisionnement alimentaire. Elle relève que les nouvelles techniques de sélection suscitent de nombreuses attentes, en particulier dans le milieu agricole, où la diminution des produits phytosanitaires constitue un défi pour la lutte contre les maladies et les baisses de production qui en découlent. La commission constate aussi toutefois que les espoirs suscités par les nouvelles techniques n'ont jusqu'à présent pas toujours été comblés. Elle s'est enquis des recherches menées dans le cadre de la stratégie Sélection végétale 2050.

Votre commission a été convaincue par la ferme volonté du Conseil fédéral d'avancer sur ce dossier et constate que l'élaboration d'une loi spécifique permettra un traitement différencié en matière de délai de restriction par rapport aux OGM issus des techniques conventionnelles. Elle a relevé les importantes réticences qui demeurent au sein de la population face au génie génétique et le risque probable de référendum contre cette loi, ainsi que l'acceptation de l'initiative populaire qui a été lancée. Il est donc nécessaire, selon la commission, d'assurer une information complète et transparente de la population, afin de mener des discussions aussi apaisées que possible.

Dès lors, la commission est parvenue à la conclusion que le délai de cinq ans demandé par le Conseil fédéral était nécessaire pour que l'entier du processus puisse être mené à bien – de la consultation actuellement en cours au probable vote populaire. Cela est nécessaire aussi pour que la cohérence avec le droit européen soit assurée, pour clarifier les points centraux que sont les brevets, et surtout pour convaincre une majorité de la population, dans un contexte de forte réticence et dans la perspective d'un référendum, de l'utilité de poursuivre les travaux.

C'est pourquoi, par 9 voix contre 2 et 1 abstention, la commission a approuvé l'entrée en matière et vous invite à faire de

AB 2025 S 457 / BO 2025 E 457

même et à vous rallier au Conseil national ainsi qu'au Conseil fédéral.

Concernant la proposition de minorité à l'article 37a alinéa 1bis, je m'exprimerai pendant la discussion par article.

Rösti Albert, Bundesrat: Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates beabsichtigt, mit der vorliegenden parlamentarischen Initiative das geltende Gentech-Moratorium um zwei Jahre bis Ende 2027 zu verlängern. Das Moratorium soll inhaltlich unverändert bleiben. Es dürfen weiterhin keine Bewilligungen für das Inverkehrbringen von gentechnisch veränderten Pflanzen und Tieren zu landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder forstwirtschaftlichen Zwecken erteilt werden.

Bei der letzten Verlängerung des Moratoriums bis Ende 2025 beauftragte das Parlament den Bundesrat, ihm



bis Mitte des Jahres 2024 einen Erlassentwurf für eine risikobasierte Zulassungsregelung für Pflanzen aus neuen Züchtungstechnologien vorzulegen. Der Bundesrat hat am 4. September vergangenen Jahres beschlossen, diesen Auftrag mit einem neuen Gesetz, dem Bundesgesetz über Pflanzen aus neuen Züchtungstechnologien (Züchtungstechnologengesetz), umzusetzen. Die Ausarbeitung braucht aber Zeit. Der Bundesrat hat dem Parlament mitgeteilt, dass er die vorgegebene Frist etwas verlängern muss. Die Botschaft für dieses Gesetz soll im ersten Quartal des Jahres 2026 vorgelegt werden. Wir sind in diesem Zeitplan gut unterwegs. Die Vernehmlassung zum Züchtungstechnologengesetz wurde bereits am 2. April 2025 eröffnet und läuft bis am 9. Juli 2025.

Mit der parlamentarischen Initiative soll nun sichergestellt werden, dass das Gentech-Moratorium Ende 2025 nicht ausläuft, bevor die Regulierung für Pflanzen aus neuen Züchtungstechnologien in Kraft tritt, damit keine Rechtsunsicherheit besteht. Der Bundesrat hat die Verlängerung des Moratoriums in seiner Stellungnahme unterstützt, hat jedoch beantragt, das Moratorium um fünf Jahre, das heisst bis Ende 2030, zu verlängern. Der Nationalrat hat am 6. März 2025 dem Antrag des Bundesrates für eine Verlängerung um fünf Jahre zugestimmt. Die Mehrheit Ihrer WBK stimmt dem Antrag einer Verlängerung bis 2030 auch zu. Eine Minderheit Ihrer Kommission, darauf kommen wir dann, will eine Differenzierung für Pflanzen aus neuen Züchtungstechnologien. Ich werde dazu nachher noch etwas sagen.

Ich bitte Sie, auf dieses Gesetz einzutreten. Wir hatten eine lange Diskussion im Nationalrat, ob das die Öffnung für neue Züchtungstechnologien nicht verzögert. Ich kann Ihnen garantieren: Nein, es verzögert sie nicht. Es bietet die Rechtssicherheit, dass Transgenetik, also die Einfügung fremden Erbgutes, mindestens bis 2030 sicher nicht eingeführt wird. Aber die neuen Züchtungstechnologien können, wenn Sie dem Gesetz zustimmen, auch früher in Kraft treten und bewilligt werden, dies, sobald dieses Gesetz steht. In diesem Sinn bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesgesetz über die Gentechnik im Ausserhumanbereich Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 37a

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Michel Matthias, Gapany, Gmür-Schönenberger, Mühlemann, Würth)

Abs. 1bis

Für das Inverkehrbringen von Pflanzen, Pflanzenteilen, Saatgut und anderem pflanzlichen Vermehrungsmaterial zu landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder forstwirtschaftlichen Zwecken, die mit Methoden der neuen Züchtungstechnologien gezüchtet wurden, denen kein transgenes Erbmaterial eingefügt wurde und die gegenüber den herkömmlichen Züchtungsmethoden einen nachgewiesenen Mehrwert für die Landwirtschaft, die Umwelt oder die Konsumentinnen und Konsumenten haben, dürfen für den Zeitraum bis zum 31. Dezember 2027 keine Bewilligungen erteilt werden.

**Art. 37a***Proposition de la majorité**Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Michel Matthias, Gapany, Gmür-Schönenberger, Mühlemann, Würth)

Al. 1bis

Aucune autorisation ne peut être délivrée pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2027 pour la mise en circulation, à des fins agricoles, horticoles ou forestières, de plantes, de parties de plantes, de semences et d'autre matériel végétal de multiplication obtenus au moyen des nouvelles techniques de sélection, auxquels aucun matériel génétique transgénique n'a été ajouté et qui, par rapport aux méthodes de sélection usuelles, offrent une réelle plus-value pour l'agriculture, l'environnement ou les consommateurs.

Crevoisier Crelia Mathilde (S, JU), pour la commission: La proposition de minorité reprend une proposition refusée au Conseil national, par 55 voix contre 141, qui vise à ne prolonger le moratoire que de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2027, pour les organismes obtenus à partir des nouvelles techniques de sélection. La majorité de la commission estime qu'avec la loi spéciale actuellement en consultation, toutes les attentes exprimées quant à l'exploration d'une voie différenciée pour les organismes issus des nouvelles techniques génomiques sont prises en compte par le Conseil fédéral, que la volonté exprimée est claire, tant de la part du Parlement que du Conseil fédéral, et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'exercer une pression, du reste, plutôt symbolique, avec un délai plus court. Cette pression est symbolique, en effet, dans la mesure où le projet de loi spéciale évolue indépendamment de la loi sur le génie génétique et donc du moratoire. Ces dispositions pourraient donc entrer en vigueur dès la fin du processus législatif et donc possiblement avant 2030. Dès lors, les demandes de la minorité sont réalisées.

Par contre, si la loi spéciale ne devait pas être prête pour 2028, le Conseil fédéral devrait alors ironiquement demander une énième prolongation du moratoire, ce que la commission et le Parlement ont déjà clairement exprimé ne pas souhaiter. Par ailleurs, s'il manque une base légale idoine en 2028, les demandes d'autorisation pour les organismes visés par la minorité continueraient d'être évaluées sur la base de la loi sur le génie génétique et devraient donc être considérés comme des OGM classiques.

Enfin, la commission s'est montrée sensible à la question de l'adhésion de la population et des milieux concernés à la nouvelle loi spéciale et à l'ouverture aux nouvelles techniques de sélection génomique. Elle constate que les réticences restent fortes dans la population et que la pression – quoique théorique – qui pourrait être exercée en différenciant les délais par rapport au type de techniques pourrait s'avérer contre-productive. La commission juge que la discussion autour de

AB 2025 S 458 / BO 2025 E 458

ces points sensibles et complexes, dans la perspective probable d'un référendum, bénéficiera du délai uniforme de cinq ans.

C'est pourquoi la commission a refusé la proposition de minorité, par 7 voix contre 5, et vous invite à suivre la majorité, vous ralliant ainsi au Conseil national ainsi qu'à l'avis du Conseil fédéral.

Michel Matthias (RL, ZG): Namens der Kommissionsminderheit beantrage ich Ihnen, mit Artikel 37a Absatz 1bis eine Formulierung ins Gesetz aufzunehmen, die ein zeitlich differenziertes Moratorium vorsieht: bis 2030 gemäss Antrag der Kommissionsmehrheit, aber nur für mit herkömmlicher Gentechnik veränderte Pflanzen, und bis 2027 für Organismen, die mit neuen Züchtungsmethoden gezüchtet wurden und bei denen kein fremdes Erbgut eingebaut wurde.

Ich begründe das wie folgt: Wir haben nun seit rund zwanzig Jahren das Gentechnik-Moratorium, eigentlich ein Technologieverbot, das per se nicht erwünscht ist. Technologieverbote verhindern Innovationen und Fortschritte, die wir gerade im Bereich der Züchtung brauchen. Es wird zuweilen gesagt, es gäbe aus diesen Züchtungen noch gar keine marktreifen Produkte. Ja, kein Wunder, wenn sie seit zwanzig Jahren und nun für weitere fünf Jahre mit einem Moratorium belegt sind. Die neuen Züchtungsverfahren, es muss wieder einmal gesagt werden, können der landwirtschaftlichen Produktion helfen, mit robusten, pilzfesten Pflanzen den Absenkepfad für die Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, den wir alle wollen und beschlossen haben, schneller und besser zu erfüllen und damit auch die Umweltbelastung zu reduzieren. Für jedes Jahr, in dem die neuen Technologien früher zugelassen werden, kann der Einsatz von Hunderten von Tonnen unbeliebter Mittel vermieden werden.



Gerade wegen dieser positiven Auswirkung auf die Umwelt müssen wir aufhören, den Veränderungsprozess per se zu verbieten.

Vielmehr müssen wir das Produkt von solchen Züchtungen risikobasiert regulieren. Das Besondere an den neuen Züchtungstechnologien ist, dass sie ein identisches Ergebnis hervorbringen, wie es auch in der Natur vorkommt oder vorkommen kann. Das heisst, wir müssen nicht viele Jahrzehnte auf einen glücklichen Zufall der Natur hoffen, sondern wir können gezielt nützliche Resistenzen, beispielsweise gegen Hitze und Trockenheit, in die Pflanzen einbauen, immer mit eigenem Genmaterial.

Auch lohnt es sich, den aktuellen Gesetzestext anzuschauen. Dieser besagt bereits, dass die neuen Züchtungsmethoden nicht wirklich davon erfasst sind. In Artikel 5 Absatz 2 des Gentechnikgesetzes steht: "Gentechnisch veränderte Organismen sind Organismen, deren genetisches Material so verändert worden ist, wie dies unter natürlichen Bedingungen durch Kreuzen oder natürliche Rekombination nicht vorkommt." Verboten ist also nur das, was in der Natur nicht vorkommt. Aber, wie erwähnt, mit den neuen Züchtungstechnologien erhält man ein Resultat, das in der Natur auch vorkommt. Es gibt jedoch Gerichte, vor allem der Europäische Gerichtshof, der bei einer analogen EU-Regelung sagt, das sei doch im klassischen Sinn gentechnisch und verboten. Wir wollen keinen Rechtsstreit, wir wollen Klarheit und Verlässlichkeit, aber nicht erst im Jahre 2030. Ich glaube, diese Unterscheidung sollten wir heute auch zeitlich machen, und ich begrüsse es, dass der Bundesrat die Vernehmlassungsvorlage jetzt mit einem Spezialgesetz bringt. Das ist wirklich wichtig. Aber ich glaube, die Unterscheidung können und sollen wir nun auch auf dieser Zeitschiene machen – also frühere Zulassung von Organismen aus neuen Züchtungstechnologien. Damit sagen wir auch kommunikativ, dass es sich um etwas anderes handelt. Wir müssen auch die Bevölkerung, die immer wieder angesprochen wird, auf diesen Pfad mitnehmen und nicht immer alles gleich behandeln; das ist politpsychologisch ganz wichtig. Wir bezeugen mit dieser schnelleren Frist auch als Parlament, dass wir vorwärtsmachen müssen. Das könnte oder sollte eigentlich dem Bundesrat entgegenkommen. Wenn wir jetzt vorwärtsmachen, wird diese Frist auch uns selber binden. Das ist Ausdruck eines politischen Willens, der auch in diesen Erlass gehört.

Klammerbemerkung: Wenn es dann noch eine Verlängerung braucht, ist es kein Problem, noch um ein Jahr zu verlängern, wenn wir das Gesetz beraten. Das haben wir auch schon gemacht, das ist kein Hokusfokus.

Wir können doch nicht immer von der Wissenschaft und der Wirtschaft einschliesslich der Landwirtschaft verlangen, dass sie innovativ sind und zukunftsfähige Produkte entwickeln, die gegen Klimaveränderungen und Schädlinge resistenter sind, wenn wir selbst die Rahmenbedingungen nicht schneller, zügiger und zukunftsfähiger gestalten. Genau das käme beim Antrag der Minderheit zum Ausdruck.

Damit es klar ist, wenn Sie den Text lesen: Die Voraussetzungen bleiben streng. Neben der Voraussetzung, dass kein fremdes, transgenes Material eingefügt werden darf, muss das Produkt gemäss unserem Antrag einen nachweislichen Mehrwert für Landwirtschaft, Umwelt und Konsumenten gegenüber herkömmlich gezüchteten Pflanzen aufweisen. Diese Voraussetzungen müssen auch erfüllt sein. Das ist nicht ganz einfach.

Zuletzt noch das, was ich am Anfang betont habe: Es wurde in der Debatte gesagt, wir würden auf marktreife Produkte warten, beispielsweise bei Kartoffeln. Es gibt schon seit mehr als zehn Jahren, glaube ich, Kartoffeln, die gegen Kraut- und Knollenfäule resistent sind, diese wurden in der Protected Site, also bei Agroscope, getestet. Aber es geht nicht weiter, denn sie werden nicht zugelassen. Ja, kein Wunder, gibt es kein marktreifes Produkt, denn die dürfen nicht auf den Markt kommen. Ich glaube, diese Kritik fällt auf die Kritiker und Kritikerinnen zurück.

Abschliessend: Mit der Zustimmung zum Minderheitsantrag können Sie jetzt diesen politischen Willen bezeugen, dass wir nun endlich – endlich! – im Bereich der Züchtung Innovation zulassen, dies zugunsten der Umwelt, zugunsten der Nahrungsmittelsicherheit.

Ich danke Ihnen für die Zustimmung.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Ich habe Mühe mit der Verlängerung der Verlängerung der Verlängerung. Dieses Moratorium besteht seit zwanzig Jahren. Bei der letzten Beratung des Gentech-Moratoriums 2021, vor vier Jahren, verlängerten wir bis 2025. Wir erteilten dem Bundesrat einen klaren Auftrag: Wir baten ihn, einen Erlass vorzulegen, der darauf abzielt, ein besonderes Zulassungssystem für Pflanzenmaterial einzuführen, das mithilfe neuer Technologien gewonnen wird.

Am 28. Juni 2023 teilte uns der Bundesrat mit, dass es ihm nicht gelingen würde, die Botschaft rechtzeitig zu übermitteln, und dass er die Frist bis zum Ende des ersten Halbjahres 2025 erstrecken möchte; das wäre jetzt.

Am 4. September 2024 kommunizierte der Bundesrat dann, dass die Botschaft erst im ersten Quartal 2026 zur Verfügung steht und dass die neuen Züchtungstechnologien dann in einem Spezialgesetz geregelt würden.

Am 29. Januar 2025 verlangte der Bundesrat eine weitere Verlängerung, diesmal gerade um fünf Jahre bis 2030. Ich frage mich: Gibt es dann 2030 eine weitere Verlängerung, oder kommen jetzt im Jahresrhythmus



Anträge für weitere Verlängerungen?

Ich muss einfach sagen, was wir hier haben, ist eine komplette Innovationsblockade. Es geht ja um Züchtungsverfahren, die für die gleichen Pflanzen möglich sein sollen. Es geht schlussendlich auch um unsere Umwelt. Es geht um die Natur. Es geht um Ernährungssicherheit, um Versorgungssicherheit. Da wäre es doch wirklich wichtig, dass dieses Geschäft auch prioritär behandelt würde und wir dann endlich darüber befinden würden. Sie haben in der Kommission gesagt, dass Sie das Gesetz allenfalls früher bringen würden. Die Hoffnung stirbt bekanntlich zuletzt. Ich kann mir wirklich nicht vorstellen, dass es noch zu einer weiteren Verlängerung kommt.

Stark Jakob (V, TG): Im Grunde genommen kann ich mich beiden, der Vorrednerin und dem Vorredner, anschliessen, aber ich teile die Schlussfolgerungen nicht. Es stimmt, dass wir in der dritten Verlängerung sind; im Sport wäre das längst entschieden, aber wir sind eben nicht im Sport, wir sind in der Realpolitik. Da muss gerade der landwirtschaftliche Sektor,

AB 2025 S 459 / BO 2025 E 459

der dann von diesen Züchtungen im Sinne der Ernährungssicherheit, der Versorgungssicherheit profitieren sollte, auch eine gewisse Sicherheit haben.

Der Bundesrat hat ja dieses Gesetz über Pflanzen aus neuen Züchtungstechnologien in die Vernehmlassung geschickt. Er hat angekündigt, das werde dann im ersten Quartal 2026 – wenn ich das richtig gesehen habe – in die Diskussion kommen. Ich hätte jetzt noch etwas Verständnis gehabt, wenn man den Antrag der WBK nochmals übernommen und einfach die Frist verkürzt hätte. Aber was tun Sie jetzt mit Ihrer Minderheit? Sie wollen, dass man für transgenes Erbmateriale usw., also bei diesen neuen Züchtungsmethoden, schon Ausnahmen macht. Eigentlich nehmen Sie eine wirklich schwierige Diskussion vorweg, ohne dass wir hier in die Tiefe gehen können. Ich gehe einig mit Ihnen, es muss etwas Druck ausgeübt werden; aber es geht vorwärts, es war schon schlimmer, es geht nun vorwärts. Wir werden dieses Gesetz erhalten, und dann werden wir dieses Gesetz wirklich à fond anschauen müssen. Ich begrüsse auch die Stossrichtung, die der Bundesrat hat; diese ist ja eigentlich auch im Sinne des Minderheitssprechers.

Deshalb, aus diesen Gründen: Lassen Sie uns für die Sicherheit eintreten, die richtige Diskussion am richtigen Ort führen und hier nicht einen Schnellschuss machen, der am Schluss viel weniger bringt als ein fundierter Beschluss, der irgendwann später erfolgt.

Das Ganze ist gut aufgegleist, und ich möchte Sie bitten, dem Antrag der Mehrheit zuzustimmen.

Germann Hannes (V, SH): Das Vorgehen bei diesem Geschäft respektive die unendliche Geschichte, die einfach kein Happy End finden will, wurde jetzt dargelegt. Ich muss sagen, ich stehe diesen neuen Züchtungsmethoden seit jeher mit einer gewissen Offenheit gegenüber, selbst wenn ich früheren Moratoriumsbeschlüssen zugestimmt habe. Um es ehrlich zu sagen, tat ich das schon das letzte Mal widerwillig.

Wir hören jedes Mal haargenau dieselben Argumente, sie sind forschungsfeindlich. Sie wissen ganz genau, wie weit man in der Forschung ist. An der ETH – der Herr Bundesrat weiss das sicher noch besser als ich – ist man sehr weit und hätte an sich die Instrumente, um mindestens mit dieser Genschere als einer der Methoden schneller zu guten Züchtungsergebnissen zu kommen. Die ETH hat die Technologie, bringt sie aber logischerweise nicht zur Marktreife, wenn die Freisetzung nicht erlaubt ist. Das ist das Dilemma, in dem wir stecken.

Nun setzt die Minderheit wenigstens ein Zeichen für eine gewisse Offenheit – was wir nicht tun, wenn wir diese Methoden nach wie vor zurückbinden. Wir haben ja die traditionellen Kreuzungsarten, ich habe sie schon mit meinem Vater kennengelernt, als er Zweige am Apfelbaum versetzte – ob das fremde Sorten waren oder nicht, daran kann ich mich nicht mehr erinnern, aber es war auf jeden Fall hochinteressant. Erlaubt sind auch Mutationszüchtungen. Dort werden Chemikalien oder radioaktive Strahlung verwendet, um eine Veränderung herbeizuführen – das gilt dann als traditionelle Methode. Der Nachteil dieser chemischen oder bestrahlenden Methode ist: Sie erhalten lauter Zufallsergebnisse und müssen aus ein bis zehn Millionen Ergebnissen das richtige erwischen. Das ist doch eher unwahrscheinlich, währenddem Sie eben mit der Gen-Editierung, dem Genom-Editing oder der Crispr/Cas-Methode ganz gezielt vorgehen, die Sorte resistenter und vielleicht sogar ertragreicher machen können. Das ist auch im Hinblick auf die angesprochene Ernährungs- und Versorgungssicherheit – nicht nur im Inland, auch global – von Bedeutung. Da sind wir herausgefordert.

In diesem Rat haben wir uns bisher schwergetan respektive mit tragfähigen Kompromissen abgemüht, zur Reduktion oder zur Halbierung des Einsatzes von Pflanzenschutzmitteln und der Gefahren, die von ihnen ausgehen, beizutragen. Das haben wir mit der parlamentarischen Initiative 19.475 initiiert, deren Umsetzung sehr viele geschmerzt hat und sehr viele Produzenten noch immer schmerzt. Es wäre doch viel schlauer



und erfolgsversprechender, wir könnten auf diese neuen Erzeugnisse zurückgreifen, die dann vielleicht eine Fäulnisresistenz aufweisen oder gegen gewisse Schädlinge resistent sind.

Was wir hier entscheiden, wird die Forschung nicht sehr begrüßen; ich finde das nach wie vor ein Signal der Ängstlichkeit oder vielleicht des Rückschritts. Wir sollten nun wirklich zeigen, dass wir in diesem Land, das die meisten Innovationen weltweit zustande bringt, bereit sind, auch im Bereich der Pflanzenzüchtungen gezielte Verbesserungen herbeizuführen.

Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen und damit eine gewisse Offenheit zu signalisieren.

Hegglin Peter (M-E, ZG): Vertrauen ist ein hohes Gut – das haben wir heute schon mehrfach gehört. Vertrauen in die Schweizer Lebensmittelproduktion ist auch ein hohes Gut. Die Schweizer Lebensmittelproduktion operiert unter dem Merkmal "gentechnikfrei" und fördert damit die Vermarktung der Lebensmittel im In- und Ausland. Das Merkmal "gentechnikfrei" ist in den Richtlinien aller schweizerischen Labels einschliesslich IP-Suisse, Bio Suisse, Demeter und KAG-Freiland enthalten. Wenn wir jetzt hier lockern oder die Frist verkürzen und damit eine Lücke schaffen, bis der neue Gesetzentwurf vorliegt, setzen wir, glaube ich, das Vertrauen der Konsumentinnen und Konsumenten aufs Spiel. Dieses Vertrauen ist nicht nur in der Schweiz gross, sondern gentechnikfrei produzierte Schweizer Lebensmittel werden auch im Ausland geschätzt, und das Label ist auch ein Mittel, um den Absatz zu fördern. Dieses Vertrauen möchte ich nicht aufs Spiel setzen.

Wenn man jetzt sagt, das Moratorium bestehe schon seit zwanzig Jahren und werde jetzt wieder verlängert, muss man sich auch die Frage stellen, was die Schweiz in diesen vergangenen zwanzig Jahren verpasst hat. Gibt es neue Sorten, Produkte oder Organismen, die man in der Schweiz hätte einsetzen können? Wenn ich die weltweite Situation betrachte, stelle ich fest, dass es etwa fünf Sorten gibt, die aus dem neuen gentechnischen Verfahren entwickelt wurden und in Produkten verwendet werden – es sind fünf Sorten weltweit. Der Bundesrat sagte in seiner Medienmitteilung vom 4. September 2024, dass keine dieser Sorten einen Mehrwert für die Schweizer Landwirtschaft bringen würde. Da frage ich mich schon, wo der Druck ist bzw. worin der Grund besteht, jetzt so aufs Gaspedal zu treten, um diese Fristen einzugrenzen. Denn die Forschung hat ja bereits die Möglichkeit, solche Produkte eng begrenzt zu Forschungs- und Versuchszwecken einzusetzen. Ihr Einsatz ist nicht ausgeschlossen, nur ihre Verbreitung in die Umwelt ist verboten.

Ich habe noch die gestrige Diskussion zu PFAS in Erinnerung. PFAS waren auch einmal innovative Produkte, die sehr hoch gelobt und weitverbreitet eingesetzt wurden. Heute sind wir konsterniert darüber, dass PFAS in der Umwelt weitverbreitet sind und wir sie fast nicht mehr loswerden.

Ähnliches stelle ich auch bei gentechnisch veränderten Produkten fest, weil man deren Auswirkungen noch nicht genau kennt. Sie sind jetzt neu, innovativ und gut unter Laborbedingungen. Sie können vielleicht dazu beitragen, dass es mehr Resistenzen gibt und weniger Pflanzenschutzmittel benötigt werden. Die anderen Folgen wurden jedoch vielleicht noch nicht ausreichend abgeschätzt. Daher, meine ich, müssen wir wirklich sehr vorsichtig sein. Ich bin offen für Innovationen und Fortschritt, aber mit Bedacht. Deshalb haben Ihnen der Bundesrat und die Mehrheit der Kommission den richtigen Antrag gestellt: das Moratorium noch einmal zu verlängern und neu zu legiferieren, sobald der Entwurf für ein neues Gesetz vorliegt.

Besten Dank, wenn Sie die Mehrheit unterstützen.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Nur kurz eine Replik auf das Votum von Kollege Stark: Es hat mich gefreut, dass Sie mit Ihrem Votum die Minderheit von Kollege Michel unterstützt haben. Wir haben dem Bundesrat 2021 den Auftrag erteilt, da jetzt aktiv zu werden, und er hat bis 2027 Zeit – das sind sechs Jahre. Ich glaube, da kann man also nicht behaupten, dass dies dann ein Schnellschuss ist, sondern das ist absolut legitim.

AB 2025 S 460 / BO 2025 E 460

Eine Bemerkung noch zu Kollege Hegglin: Sie sprechen von Vertrauen. Wir haben bei jeder Debatte um die Verlängerung des Gentechnik-Moratoriums gesagt, das sei jetzt das letzte Mal – und das letzte Mal ist immer wieder das letzte Mal. Da frage ich mich auch, wie das Vertrauen generiert oder wie dieses beibehalten werden soll.

Juillard Charles (M-E, JU): Pour la plupart des raisons indiquées et sur lesquelles je ne reviendrai pas, je vous invite aussi à soutenir la majorité de la commission.

Il ne s'agit pas d'une question d'impatience, mais de crédibilité des institutions, que je veux exprimer. Cela fait vingt ans que nous sommes sous un moratoire, qu'on nous propose de prolonger encore une fois, et on n'est pas du tout certains qu'il s'agisse de la dernière prolongation. J'aimerais exprimer le sentiment suivant : si on veut être crédibles et si on veut que la population exprime sa confiance dans ce qu'on lui propose



sur les étals, elle doit aussi avoir confiance dans ce que proposent les autorités. Les autorités proposent de repousser, puis de repousser et encore de repousser. À un moment donné, il faudra bien tenir compte des défis qui nous attendent, notamment en matière de production végétale et animale, aussi bien par rapport à une augmentation importante de la population que concernant les méthodes de production. On est de plus en plus limités pour des raisons évidentes, que je peux soutenir. Je n'ai pas de problème avec cela, mais il faudra se poser la question de savoir s'il est possible de maintenir un niveau de production suffisant dans notre pays ou s'il faudra continuer d'augmenter les importations, alors qu'on ne sait pas toujours dans quelles conditions les denrées sont produites dans ces différents pays ? Il faut agir sans plus attendre. Si on nous dit qu'il faut attendre, car il y a un projet en consultation et qu'au terme de la consultation, on nous dit qu'il faut encore attendre, car de nouvelles recherches arrivent et que d'autres vont aboutir, il en va de la crédibilité des institutions.

Pour cette raison et au terme de cette prochaine prolongation que je soutiens, j'invite le Conseil fédéral à ne plus attendre.

Graf Maya (G, BL): Ich würde gerne zum Thema Forschung replizieren, das von Herrn Germann und Kollege Michel angesprochen wurde.

Um ganz klar zu sein: Die Forschung, auch die Freisetzung gemäss Freisetzungsverordnung, ist erlaubt und wird seit 20 bis 25 Jahren in der Schweiz durchgeführt. Es ist eine teure Forschung. Es fliessen mehr finanzielle Mittel in die Gentech-Forschung und die neuen Verfahren als in die konventionelle Pflanzenzüchtung – einfach, dass das einmal gesagt ist. Es ist aber so, dass diese Laborpflanzen bei der Freisetzung oft nicht das bringen, was man von ihnen erwartet. Im Labor konstruierte Pflanzen sind eine grosse Herausforderung. Herr Kollege Hegglin hat zu Recht gesagt: Die Pflanzen haben in der Umwelt bzw. im Ökosystem nicht das gebracht, was man von ihnen erwartet hat. Deshalb gibt es heute weltweit nur fünf bis zehn kommerziell freigegebene Sorten. Eine Pflanze zu züchten, ist nicht das Gleiche, wie ein Haus aus Legobausteinen zu bauen. Die Pflanze muss im Rahmen des gesamten Ökosystems und der Nützlinge, Schädlinge, Bodenpilze usw. den gewünschten Ertrag bringen und die Eigenschaften haben, die man erwartet und die uns weiterbringen. Die Forschung geht weiter, und das ist ganz wichtig.

Ich möchte Sie bitten, dass wir die nächste Gesetzesarbeit sorgfältig angehen. Sie muss sorgfältig gemacht werden, auch für die neuen gentechnischen Pflanzenzüchtungsverfahren. Auch diese haben langfristige Auswirkungen bei der Ausbringung in die Umwelt. Kollege Hegglin hat es gesagt: Was einmal in der Umwelt ist, kann nicht mehr zurückgerufen werden. Wir sehen das heute bei verschiedenen chemischen Stoffen. Es braucht auch ein gutes System zur Überwachung, Nachverfolgbarkeit und Kennzeichnung der Warenflusskontrolle – vom Acker bis zum Teller –, damit wir unsere heute erfolgreiche gentechfreie Landwirtschaft nicht gefährden.

Die Schweizer Landwirtschaft ist erfolgreich. Sie profitiert davon, dass sie naturnah und gentechfrei ist und das Tierwohl hochhält. Dasselbe gilt für die EU. Es ist nicht so, dass in der EU schon neue gentechnisch veränderte Pflanzen angebaut werden. Wir brauchen auch hier eine Abstimmung mit dem politischen Prozess in der EU; Herr Bundesrat Rösti wird dies sicher noch erläutern. Im Hinblick auf das Landwirtschaftsabkommen ist es wichtig, dass wir hier im Gleichschritt gehen. Das braucht Zeit. Wir haben jetzt einen Zeitplan für die neuen gentechnischen Pflanzenzüchtungsmethoden und wissen, wann das Gesetz kommen soll. Wir sollten dabei sorgfältig vorgehen, vor allem im Interesse unserer erfolgreichen Landwirtschaft und Lebensmittelbranche, die diese Sicherheit braucht.

Vielen Dank, dass Sie die Mehrheit unterstützen.

Crevoisier Crelier Mathilde (S, JU), pour la commission: Je vais intervenir brièvement, pour répondre à certaines des objections qui ont été faites. Tout d'abord, Madame Gmür-Schönenberger, si vous en avez marre de prolonger les moratoires – et je vous comprends –, il faut absolument suivre la majorité, parce qu'avec la proposition de minorité visant à ne le prolonger que de deux ans, à tous les coups, on devra encore prolonger le moratoire d'un an, parce qu'il n'est tout simplement pas réaliste qu'un projet de loi dont le message paraîtra au printemps de l'année prochaine puisse entrer en vigueur moins de deux ans après, avec les perspectives de référendum qui se dessinent déjà. Il faut donc bien comprendre que l'on ne pourra pas compacter davantage le processus législatif qu'il ne peut l'être. Par conséquent, si vous en avez marre de prolonger le moratoire, il vous faut absolument suivre la majorité.

Pour la minorité, ce délai – je vais reprendre les mots du porte-parole de la minorité, notre collègue Matthias Michel – est un signe d'ordre politique et psychologique, mais, dans les faits, cela ne changera pas la situation. Après, il y aura un effet de crispation que ce signal politique et psychologique pourrait générer. Je crois donc



que, de tous les côtés, nous – la majorité du Parlement et le Conseil fédéral – avons montré que nous sommes extrêmement ouverts – peut-être plus que ne le souhaiteraient les personnes un peu plus sceptiques sur les techniques génétiques – à l'idée de différencier les techniques classiques conventionnelles et de créer une ouverture pour les nouvelles techniques génétiques. Cela se produira si vous suivez la minorité. En suivant la majorité, on met en balance un signal politique avec l'apaisement des débats qu'il faudra avoir, parce qu'ils seront probablement assez longs et compliqués dans la population. Je vous invite donc vivement à suivre la majorité.

Rösti Albert, Bundesrat: Es ist ein wichtiges Geschäft; ein anderes wichtiges Geschäft über die neuen Züchtungstechnologien kommt erst noch oder ist unterwegs. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen. Die Differenz ist eher filigran, ich komme darauf zu sprechen.

Ich will zuerst etwas zur Geschichte sagen. Es wird hier moniert, dass man das Moratorium immer wieder verlängert habe und dass auch der Bundesrat Verspätung habe. Das ist nicht politisch bedingt. Es ging nicht darum, bewusst zu verlängern oder zu verzögern. Es hat mit den Fakten, mit der Entwicklung der Gentechnologie zu tun. Diese Fakten müssen Sie studieren. Frau Ständerätin Gmür-Schönenberger, bevor Sie hier in aller Öffentlichkeit von kompletten Innovationsblockaden sprechen, müssen Sie sich mit den Fakten der Gentechnologie auseinandergesetzt haben.

Die herkömmliche Gentechnologie hat einfach nicht das gebracht, was versprochen wurde. Ich weiss, wovon ich spreche. Herr Ständerat Germann hat mich darauf angesprochen: Vor dreissig Jahren habe ich eine Vorlesung zur Biotechnologie bei Professor Potrykus besucht. Er war damals der führende Professor für Gentechnologie an der ETH Zürich. Er sagte damals, dass wir in zehn Jahren das Hungerproblem in dieser Welt lösen würden – wohlwissend, dass das Hungerproblem ein ökonomisches Verteilungsproblem ist, das eigentlich nichts mit der Produktion zu tun hat. Das Problem ist bis heute nicht gelöst. Die Gentechnologie, die herkömmliche Transgenese, hat die Probleme nicht gelöst, hat nicht das erbracht, was versprochen wurde.

AB 2025 S 461 / BO 2025 E 461

Ich bin sonst technologieoffen eingestellt. Aber aus meiner Sicht war es absolut richtig, dass der Rat das Moratorium zugunsten und nicht zulasten der Schweizer Landwirtschaft mehrfach verlängerte, weil die Chancen weit geringer als die Risiken waren. Es geht nicht nur um die effektiven Risiken, sondern auch um das Vertrauen, wie es Ständerat Hegglin gesagt hat. Die Chancen waren einfach nicht da, das zeigt sich weltweit. Klar gibt es Anwendungsbereiche, aber nicht in Strukturen wie der schweizerischen Landwirtschaft. Deshalb gab es die Verlängerungen, die durch das Parlament beschlossen wurden.

Ich räume ein, dass auch der Bundesrat bei der Erfüllung seines Auftrages Verspätung hatte. Aber auch hier gibt es etwas Internationales zu beachten: 2020 ging der Nobelpreis Chemie an zwei Molekularbiologinnen für ihre Arbeit zur Crispr/Cas-Technologie. Wir kennen die Technik noch nicht lange. Mehrfach wurde gesagt, und das möchte ich bestätigen, dass wir praktisch keine marktreifen Produkte haben. Die EU hat im Moment die Gesetzgebungsprozesse auf die lange Bank geschoben. Ich weiss nicht, wann das Geschäft wieder in die Kommissionen kommt. Wir hätten gerne parallel zur EU gearbeitet, um hier übereinstimmend zu sein. So kam es zu Verzögerungen aufseiten des Bundesrates. Ich muss Ihnen aber sagen: Diese Verzögerung schadet niemandem, da die Marktprodukte gar nicht da sind. Wir haben alle Zeit, um in aller Seriosität ein Gesetz über Pflanzen aus neuen Züchtungstechnologien zu formulieren. Ich bin mit vielen Rednern einig, auch mit Ständerat Michel, dass wir, wenn die Produkte da sind, bereit sein wollen, diese neuen Züchtungstechnologien anzuwenden. Wir sollten diese nach Möglichkeit in der Schweizer Landwirtschaft anwenden können.

Wir haben grosse Probleme bei den Pestizidzulassungen, auch aufgrund der Produkte-Rückzüge in der EU. Es gibt Bedarf, das Beispiel Krautfäule wurde genannt. Dort gibt es Chancen, und diese Chancen wollen wir nutzen. Deshalb hat der Bundesrat inzwischen die Vernehmlassung eröffnet. Damit ist das Geschäft auf dem Tisch. Wir werden diese Botschaft im ersten Quartal 2026 – Sie können mich darauf behaften – dem Parlament unterbreiten. Wie schnell das Gesetz stehen wird, liegt dann am Parlament. Ich denke, dass wir dieses Gesetz in ein oder zwei Jahren vorliegen haben werden.

Wichtig zu wissen ist: Sobald wir ein Gesetz über Pflanzen aus neuen Züchtungstechnologien vorliegen haben, wird im Rahmen dieses Gesetzes kein Moratorium gelten. Das heisst, wenn das Gesetz 2027 verabschiedet wird, dann wird dieses Gesetz am 1. Januar 2028 in Kraft treten. Es ist dann möglich, neue Verfahren zu bewilligen.

Genau deshalb bitte ich Sie, dass wir mit diesen neuen Verfahren nicht bis 2030 zuwarten. Hier haben wir eigentlich überhaupt keine Differenz. Die Verzögerung seitens des Bundesrates und die Verlängerung des Moratoriums bis 2030 haben nichts miteinander zu tun. Seitens Bundesrat kam es bei der Formulierung des



neuen Gesetzes zu einer Verzögerung. Bei der Verlängerung des Moratoriums geht es nun aber darum, sicherzustellen, dass wir auch weiterhin ein Moratorium für herkömmliche Gentechnologie haben.

Sobald wir das neue Züchtungstechnologengesetz vorliegen haben – das werden Sie bestimmen –, wird es in Kraft treten, und es werden ausserhalb des Moratoriums neue Verfahren bewilligt werden können. Von daher ist unser Vorgehen kongruent mit dem Minderheitsantrag. Es geht nun noch um ein Detail. Wir sind der Auffassung, dass es den Minderheitsantrag deshalb nicht braucht, weil er eher Verunsicherung schafft. Die Definition, was unter herkömmlicher Gentechnologie und was unter neuer Züchtungstechnologie zu verstehen ist, muss im Gesetz definiert werden. Wir bereiten einen Entwurf vor, und Sie werden das definieren. Wenn wir hier jetzt im Schnellverfahren eine Unterscheidung definieren, glaube ich nicht unbedingt, dass diese präzise ausfallen wird. Deshalb bitte ich Sie, hier der Mehrheit zu folgen. Ich gebe Ihnen aber klar mein Wort und verspreche, dass wir alles daransetzen, dass wir im ersten Quartal 2026 mit der Botschaft kommen und es in zwei Jahren möglich sein wird, dieses Gesetz in Kraft zu setzen. Deshalb braucht es den Antrag nicht. Ich verstehe, dass Sie das beschleunigen wollen, damit man dann bereit ist. Aber es wäre unnütz, wenn die Beratung dann trotzdem ein Jahr länger dauern würde und wir das Moratorium wieder mit einer parlamentarischen Initiative verlängern müssten.

Wenn das Gesetz in Kraft ist, wird dann die Unterscheidung zwischen herkömmlicher Gentechnologie, der Transgenese, wo fremde Sorten ineinander eingefügt werden, und der neuen Züchtungstechnologie, bei der art eigenes Erbgut verändert wird, gemacht; das ist der Unterschied.

Ich muss Ihnen sagen, es ist durchaus möglich, dass wir 2030, wenn wir das neue Gesetz haben, wieder mit einer Verlängerung des Moratoriums kommen. Es ist mir wichtig, das zu sagen. Ja, Frau Ständerätin Gmür, es ist durchaus möglich, dass wir 2030 das Moratorium für herkömmliche Gentechnologie, die Transgenese, wieder verlängern müssen, weil wir das Vertrauen in die Landwirtschaft beibehalten und genau diese Differenzierung machen wollen. Das werden Sie entscheiden. Ich sage das nur, um vorzuwarnen. Das ist dann aber nicht die Verlängerung der Verlängerung, sondern es heisst einfach, dass wir das Moratorium in dem Bereich verlängern, in dem wir im Falle einer Abstimmung in der Bevölkerung keine Chancen haben.

Abschliessend etwas zum Vertrauen: Das Vertrauen verlieren wir in diesen Fragen nur einmal, und ich erachte auch die Einführung des Bundesgesetzes über Pflanzen aus neuen Züchtungstechnologien als politisch höchst sensibel. Die Frage ist: Können wir diese Unterscheidung auch wirklich kommunizieren? Ich bin dieser Meinung, ja, und ich würde mich auch sehr stark dafür einsetzen. Letztlich machen wir deshalb ein eigenes Spezialgesetz und sprechen von neuen Züchtungstechnologien. Es wurde schon gesagt, man wolle damit etwas verstecken. Das glaube ich nicht, es ist etwas anderes. Es gehört unter den Oberbegriff der Gentechnologie, aber es ist grundsätzlich etwas anderes. Herr Michel hat es gesagt, dieser Prozess kann auch in der Natur vorkommen, es geht einfach langsamer. Aber das durchzubringen, wird sehr anspruchsvoll sein, und wir werden uns da bestmöglich einsetzen.

Summa summarum bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen, verbunden mit dem Versprechen – auch an Herrn Ständerat Michel –, dass es hier keine weiteren Verzögerungen gibt. In der Kommission habe ich gesagt, die Vernehmlassung komme. Zumindest dieser erste Teil ist belegt, die Vernehmlassung läuft bis am 9. Juli. Dann haben wir ein halbes Jahr Zeit, und das reicht für die Erstellung der Botschaft.

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Abs. 1bis – Al. 1bis

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.443/7433)

Für den Antrag der Minderheit ... 14 Stimmen

Dagegen ... 27 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 24.443/7434)

Für Annahme des Entwurfes ... 39 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(2 Enthaltungen)

AB 2025 S 462 / BO 2025 E 462

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Das Geschäft ist bereit für die Schlussabstimmung.